



AFRIQUE/GUINEE BISSAU - Hypothèse d'un envoi de militaires de la CEDEAO à Bissau alors que les fonctionnaires ne reçoivent pas leur traitement

Bissau (Agence Fides)- La Communauté des Etats d'Afrique occidentale (CEDEAO) entendrait envoyer en Guinée Bissau une force militaire d'au moins 600 personnels. C'est ce qui filtre à la veille du Sommet des Chefs d'Etats des pays membres dédié à la crise au Mali (ouverte par le coup d'Etat du 22 mars) et en Guinée Bissau (où des militaires ont renversé le gouvernement le 12 avril) qui s'ouvre aujourd'hui à Abidjan (Côte-d'Ivoire). Les militaires de la CEDEAO provenant du Nigeria, de Côte-d'Ivoire, du Sénégal et du Burkina Faso, auraient pour mission de protéger les institutions et les figures politiques locales des arrestations effectuées par les putschistes. Au cours de ces derniers jours, un accord avait été atteint entre la junte militaire et un certain nombre de partis politiques prévoyant le lancement d'une période de transition afin de favoriser le retour à la légalité démocratique. L'entente avait cependant été jugée « non conforme à la constitution » par la CEDEAO qui avait fait également état de sa déception quant à la poursuite des arrestations de responsables politiques de la part des militaires putschistes.

« L'envoi d'une force militaire de la part de la CEDEAO est pour l'heure seulement une hypothèse qui ne semble par ailleurs pas faire l'unanimité parmi ses membres » déclare à l'Agence Fides le Père Davide Sciocco, PIME, Directeur de Radio Sol Mansi. « Ici, à Bissau, on en parle depuis quelque temps et le commandement des forces armées locales avait prévenu qu'il n'aurait pas accepté l'arrivée de forces militaires étrangères dans le pays à moins qu'elle ne soit concordée avec les autorités du pays. Les militaires putschistes ont donc fait comprendre qu'ils ne veulent pas de l'intervention de contingents étrangers ». Ils avaient en effet motivé leur coup d'Etat par le besoin d'éviter que le contingent militaire angolais présent dans le pays ne joue un rôle dans la vie politique locale.

Le Père Sciocco indique que « la population est dans l'attente des conclusions du Sommet de la CEDAO mais la préoccupation majeure concerne l'annonce de l'impossibilité de payer les traitements des fonctionnaires, rendue publique hier par le Commandement de la junte militaire ». Les difficultés économiques liées notamment à la récolte des noix de cajou (voir Fides 24/04/2012) joueront un rôle de premier plan dans la résolution de la crise. (LM) (Agence Fides 26/04/2012)